



**CONSEIL DE COMMUNAUTE
VENDREDI 11 DÉCEMBRE 2020**

L'an deux mille vingt , le onze décembre, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BERVAS Viviane, BONIZ Jean-Jacques, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, RIOU Michel, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénéïc, BODENEZ Guillaume, BOSSER Christian, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CASU Michèle, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline, LENUE Françoise, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, ROULLEAUX David, THOMIN Mélanie, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine

Secrétaire de séance

LE SAUX Jean-Luc

Excusés

QUILLEVERE Séverine (pouvoir à CALVEZ Gilles)

Conseil de Communauté du 11 décembre 2020
Délibération n°DCC2020_190

Objet	Conseil de développement de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas - Création
Rapporteur	Patrick LECLERC
Service	Direction Générale
Thème	Direction générale

Patrick LECLERC donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Les conseils de développement sont des instances de démocratie participative constitués de membres bénévoles issus de la « société civile organisée ». Ils s'efforcent d'apporter une expertise citoyenne dans le contenu des politiques locales.

Précédemment, la loi du 7 août 2015 dite loi NOTRe imposait aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de plus de 20 000 habitants de mettre en place un conseil de développement, ou d'en mettre un en place en commun avec les établissements publics contigus. C'est cette dernière solution qui avait été retenue et votée par le conseil de Communauté, le 8 février 2017.

Aujourd'hui, l'obligation légale a été assouplie. En effet, selon la loi Engagement et Proximité du 27 décembre 2019, « *Un conseil de développement est mis en place dans les établissements publics à fiscalité propre de plus de 50 000 habitants. En dessous de ce seuil, un conseil de développement peut être mis en place par délibération de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre* ». La loi ajoute que « *Après chaque renouvellement général des conseils municipaux [...], le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre inscrit à l'ordre du jour de l'organe délibérant : [...] 2° Un débat et une délibération sur les conditions et modalités de consultation du conseil de développement* ».

Au vu du fonctionnement constaté ces dernières années du conseil de développement du Pôle métropolitain du Pays de Brest et des établissements publics qui le composent, d'une part, et au vu des nouvelles dispositions législatives introduites par la loi Engagement et Proximité ci-dessus rappelées, d'autre part, il est proposé que la Communauté se dote de son propre conseil de développement.

Dans ce cadre et pour précision, la loi Engagement et Proximité dispose que :

- le conseil de développement est composé de représentants des milieux économiques, sociaux, culturels, éducatifs, scientifiques, environnementaux et associatifs du périmètre de l'établissement public,
- la composition du conseil de développement est déterminée par délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale, de telle sorte que l'écart entre le nombre des hommes et le nombre des femmes ne soit pas supérieur à un,
- et afin de refléter la population du territoire concerné, telle qu'issue du recensement, dans ses différentes classes d'âge,
- les conseillers communautaires ou métropolitains ne peuvent être membres du conseil de

développement.

Par ailleurs :

- le conseil de développement est consulté sur l'élaboration du projet de territoire, sur les documents de prospective et de planification résultant de ce projet (PLUi, PLH...), ainsi que sur la conception et l'évaluation des politiques locales de promotion du développement durable du périmètre de l'établissement public de coopération intercommunale (PCAET...),
- il peut donner son avis ou être consulté sur toute autre question relative à ce périmètre,
- le conseil de développement établit un rapport d'activité, qui est examiné et débattu par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale.

Il s'agit donc d'un **organe consultatif** créé par le conseil de Communauté et placé auprès de lui. Le conseil de développement est un espace de dialogue, d'expression libre et argumentée qui favorise l'appropriation des enjeux et des choix collectifs. Il concourt ainsi au développement de la culture et des pratiques participatives à l'échelle du pays de Landerneau-Daoulas, à celui de la participation aux questions d'intérêt général et à la construction d'un dialogue public renouvelé au service de la vie de tous les habitants du territoire. Il partage et diffuse des connaissances sur les questions communautaires et remplit une mission d'éducation populaire.

La composition du conseil de développement doit être une représentation de la diversité de la « société civile organisée ».

Il est rappelé ici que les élus et services communautaires sont impliqués dans les travaux du conseil de développement :

- en proposant des formations principalement relatives à la pédagogie des enjeux,
- en définissant les commandes et en exposant les problématiques de l'institution,
- en donnant les éléments de contexte et de connaissance nécessaires aux membres du conseil de développement pour mener à bien leurs travaux,
- en participant directement aux débats quand ils le jugent nécessaires, en accord avec, ou à la demande de la présidence du conseil de développement.

Le développement de ces échanges est l'une des conditions de la prise en compte des productions du conseil de développement. Et inversement, ce partage de références, d'informations et de méthodes de travail entre le conseil de développement et les élus et services communautaires est indispensable à la production des avis. Cette passerelle est primordiale pour que le conseil de développement soit reconnu comme un partenaire qui ne concurrence pas la démocratie représentative et travaille en intelligence avec les élus et les services communautaires.

Le conseil de développement est organisé sur la base de quatre collèges, afin d'établir différentes catégories de membres :

- le collège « organismes économiques »
- le collège « secteur santé, social, solidarités, familial »
- le collège « enseignement, formation, éducation, culture, sport »
- le collège « cadre de vie, environnement »

Une délibération ultérieure viendra définir la composition proprement dite en approuvant la liste nominative des personnes physiques appelées à siéger au sein de l'instance en respectant les exigences en termes de parité et de classe d'âge.

DÉLIBÉRATION :

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,
Vu la loi du 27 décembre 2019 Engagement et Proximité
Vu les délibérations n° 2016-133, 2017-02 et DCC2019_011 relatives à la création et à la composition du conseil de développement du Pays de Brest et de Brest métropole
Vu l'avis favorable de la Commission Aménagement du 25 novembre 2020
Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 10 novembre 2020

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : abroge les délibérations n° 2016-133, 2017-02 et DCC2019_011 relatives à la création et à la composition du conseil de développement du Pôle métropolitain du Pays de Brest et des établissements publics qui le composent ;

Article 2 : charge le Président de notifier cette décision du conseil de Communauté au président du conseil de développement du Pôle métropolitain du Pays de Brest et des établissements publics qui le composent ;

Article 3 : met en place un conseil de développement propre à la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas ;

Article 4 : approuve le rôle, les modalités et le champ d'intervention du conseil de développement de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas ;

Article 5 : approuve les principes de composition et de désignation des membres tels que définis ci-dessus.